



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS **DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux-mille-vingt-six, le mardi vingt-deux septembre, le Conseil Municipal, dûment convoqué s'est réuni à dix-neuf heures en session ordinaire dans la salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Alain TOUCHARD, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 27.

Date de convocation : 16 septembre 2026.

PRÉSENTS : M. Alain TOUCHARD, Maire, M. Xavier GODART, Mme Odile MATHIEU, M. Jacques SEGUIN, Mme Anne PELLÉ, M. François SOULAS, Mme Fanny TIGÉ, Mme Annie TAVENNEC, Adjoint, M. Éric VIGNEAU, Mme Martine LESAGE, M. Christian DAIN, Mme Sylvie LECOUP, Mme Martine BOUCROT, Mme Caroline LEPRÊTRE, M. Mathieu HENRI, M. Olivier DUPORE, M. Olivier GUILLOU, Mme Sophie LOPES, Mme Estelle GUILLOU, Mme Julie HINGANT, M. Matthieu CHOL, Mme Fanny BILLARD LECOINTRE, M. Adrien DUMAS, Mme Julie BERTIN et M. Jérémy VANBERSEL, Conseillers municipaux.

ABSENTS EXCUSÉS : M. Éric JOSEPH, Adjoint, et M. Antoine BICHAREL, Conseiller municipal.

POUVOIRS : M. Éric JOSEPH donne pouvoir à M. Xavier GODART et M. Antoine BICHAREL donne pouvoir à M. Mathieu HENRI.

M. Jérémy VANBERSEL a été élu secrétaire de séance.

~~~~~

### **3.3 : DOMAINE ET PATRIMOINE - LOCATIONS :**

#### **2026-74. CONTRAT DE BAIL AVEC FREE MOBILE POUR LA POSE D'UNE ANTENNE RELAIS SUR LE SECTEUR LE GRAND CLOS DE GOUCHOT :**

Monsieur le Maire expose :

La société FREE MOBILE, opérateur de communications électroniques, a manifesté son souhait d'implanter une antenne-relais de téléphonie mobile sur une partie d'un terrain appartenant au domaine privé de la commune, cadastré section ZE n° 0010, sis lieu-dit « Grand Clos du Gouchot », afin d'améliorer la couverture réseau sur le territoire communal.

À cet effet, il est proposé de conclure avec cette société une convention de bail portant sur la partie utilisée de la parcelle, soit une emprise d'environ 83 m<sup>2</sup> (plus les surfaces occupées par les câbles, adductions et équipements de sécurité type garde-corps), aux conditions suivantes :

- Durée du bail : 12 ans, à compter de la signature, renouvelable par tacite reconduction par périodes de 6 ans, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de 18 mois avant la date d'expiration de la convention en cours ;
- Loyer annuel : 5 000 € H.T, sans TVA, révisable annuellement par indexation sur l'Indice de Référence des Loyers (IRL) publié par l'INSEE, au 1er janvier de chaque année ;
- Destination : installation, exploitation et entretien d'une station de radiotéléphonie mobile (pylône, armoires techniques, câblages) ;
- Accès : droit d'accès au site pour les besoins d'installation, de maintenance et de démantèlement ;
- Remise en état : obligation pour le preneur de remettre les lieux en état à l'issue du bail.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21 et L.2241-1 relatif à la gestion du patrimoine communal,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment son article L.2221-1, selon lequel le domaine privé des personnes publiques est géré selon les règles du droit civil, sous réserve des dispositions du présent code,

Vu le Code des postes et des communications électroniques, notamment son article L.47 relatif à l'information des maires sur les projets d'implantation,

**Le Conseil municipal décide à l'unanimité :**

- ☐ D'autoriser la conclusion d'un bail avec la société FREE MOBILE pour l'installation d'une antenne de téléphonie mobile sur la parcelle cadastrée section ZE n° 0010, lieu-dit « Grand Clos du Gouchot » d'une superficie de 83 m<sup>2</sup>, aux conditions énoncées ci-dessus et détaillées dans le projet de convention ;
- ☐ D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention de bail ainsi que tout document et acte s'y rapportant, y compris ses éventuels avenants ;
- ☐ D'acter que les recettes correspondantes seront inscrites au budget communal ;
- ☐ De charger Monsieur le Maire de l'exécution de la présente délibération et de toutes les formalités afférentes.

Pour extrait certifié conforme et certification des formalités prévues aux articles L.2121-7 à L.2121-25 du Code Général des Collectivités Locales. Fait à Ormes le 23 septembre 2026.

Le Maire,  
Alain TOUCHARD

Transmis au Représentant de l'État le : 24 septembre 2026.

Publié ou notifié le : 24 septembre 2026.

